

# CHANGER DE MODELE

faire de l'Enseignement Agricole Public un atout



- ▶ L'agriculture va mal sous l'effet du productivisme, de la pression des grands groupes agro-alimentaires, des politiques nationales et européennes... Il lui faut un autre chemin.
- ▶ L'enseignement public agricole peut être un levier. Malheureusement, ses moyens ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'Enseignement Agricole Public doit donc avoir les moyens de ses missions



## Changer de modèle, faire de l'Enseignement Agricole Public un atout

L'agriculture est aujourd'hui en crise. En France, en Europe et ailleurs, le productivisme s'est accompagné d'**un effondrement de l'emploi agricole, de la baisse des revenus des producteurs et de graves préjudices environnementaux et sanitaires.**

Dans les pays en développement, un milliard de personnes souffrent de la faim, dont l'essentiel sont des petits paysans qui n'arrivent pas à vivre de leurs revenus. Les politiques libérales tentent d'imposer partout **une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie.**

En Europe, pour « rester compétitif », réforme après réforme, la PAC a favorisé l'élimination des exploitations familiales, tout en favorisant la concentration des outils de production au service d'une alimentation industrielle et de la malbouffe. En France, un vaste plan social qui n'en porte pas le nom guette les producteurs et plus globalement l'élevage français... Le diagnostic est connu, **démantèlement des outils de régulation, libéralisation des marchés, dumping social, concentration de l'agriculture au profit des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution.** Faute d'affronter le sujet de prix agricoles rémunérateurs, comme celui des travailleurs détachés en Europe, les mesures n'auront été qu'incantatoires !

C'est donc vers un **autre chemin, celui du progrès humain, de l'appropriation sociale, des biens communs** qu'il faut faire route et avec courage.

Face aux défis est posée l'émergence d'**un nouveau mode de développement social et écologique.** Notre combat est celui de la souveraineté alimentaire. Pour répondre au défi climatique, un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour les travailleurs doit promouvoir la valorisation, la transformation et la vente au plus près des consommateurs.

**En France, repenser le territoire est devenu indispensable.** A l'inverse des logiques capitalistes actuelles qui concentrent et marginalisent, la ruralité doit devenir attractive. Il est urgent de réinvestir les départements ruraux en faisant le pari de l'agriculture paysanne, de la pêche artisanale, de l'artisanat et du développement des savoir-faire. Le déploiement de services publics au

service des territoires et populations en est la condition.

### **PRIORITE A L'ENSEIGNEMENT PUBLIC**

Après les suppressions massives d'emplois survenues sous la présidence Sarkozy, il était impératif pour le Comité permanent de défense et de développement de l'Enseignement de redonner clairement la priorité aux établissements publics agricoles.

Or, force est de constater que **les moyens demeurent encore insuffisants** et que les pratiques de gestion de la pénurie se sont poursuivies sans prise en compte des besoins réels, avec le maintien des plafonnements d'effectifs des ouvertures de classes très réduites, des options facultatives non financées,..., et le tout au détriment de la dimension pédagogique à l'image du refus de la DGER d'expérimenter un parcours en 4 ans pour les élèves de la voie professionnelle en ayant le plus besoin.

Sortir de cette impasse est une nécessité plus grande encore à l'heure où la crise agricole n'a jamais été aussi vive et la promotion de nouveaux modèles de production respectueux de l'environnement aussi urgente. L'Enseignement agricole public, fort de ses exploitations agricoles et de ses 3 voies de formation, est **seul à même de porter des politiques publiques audacieuses** en faveur d'une formation professionnelle et technologique au service d'une agriculture relocalisée et paysanne. Cela nécessite que les freins au développement de l'EAP, notamment en terme de moyens, soient levés dans le cadre du budget 2017, tant en regard de la demande des familles que des enjeux de société.

**L'Enseignement Agricole Public doit donc avoir les moyens de ses missions** dont la première d'entre elles reste de garantir l'égal accès à la formation de tous et toutes pour la réussite de tous et toutes.

Nous avons la conviction que nous ne pourrons porter collectivement un autre modèle d'agriculture, respectueux de l'environnement, au service des territoires et des citoyennes et citoyens qu'en donnant un nouveau souffle, **un nouvel élan à l'enseignement agricole public.** Il est plus que temps de porter et d'assumer politiquement cette priorité.